

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF ENERGIES NOUVELLES FRANCE

SAS NOREOLE

Coeur Défense - Tour B - 100 esplanade Général de Gaulle
92400 Courbevoie

Références : 81-CRARC-2025-167

Code AIOT : 0006809641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement EDF ENERGIES NOUVELLES FRANCE implanté Lieu-dit Fontaine des 3 Evêques 81240 Sauveterre. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du chantier de renouvellement du parc éolien de Sauveterre 1.

L'état d'avancement du chantier est le suivant : les éoliennes E4, E5 et E6 sont démantelées (hors fondations).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF ENERGIES NOUVELLES FRANCE
- Lieu-dit Fontaine des 3 Evêques 81240 Sauveterre
- Code AIOT : 0006809641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien, mis en service en 2009, est composé de six éoliennes VESTAS d'une puissance nominale de 2 MW chacune, équipées de rotors de 80 m de diamètre.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Art. 2.2.	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I et II.	Demande d'action corrective	1 mois
6	Mesures de préparation et encadrement du chantier	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
3	Démantèlement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > I.	Sans objet
4	Démantèlement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > II.	Sans objet
5	Création des fondations des aérogénérateurs	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.5	Sans objet
7	Suivi du chantier	Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le chantier de démantèlement se déroule dans de bonnes conditions, l'exploitant manque toutefois d'un document de planification environnementale qui soit opérationnel.

Les mesures de gestion environnementales sont mises en œuvre et suivies, mais leurs évolutions, mises en place et suivi ne sont pas synthétisées dans un seul document, tel que prescrit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Art. 2.2.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I et II.
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration début chantier démantèlement
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire. A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : - le démarrage du chantier de démantèlement d'un aérogénérateur.
Constats : L'exploitant a fourni les copies des informations transmises à la commune, au SDIS, à la Police, à la Dircam, à la préfecture, au conseil départemental, qui ont été faites dans les délais réglementaires. En complément, l'exploitant a signalé avoir organisé une réunion de comité de projet en octobre 2025 et avoir créé un groupe WhatsApp avec les principaux responsables des communes et associations afin d'informer des différentes du chantier. Il a été constaté à la date de l'inspection que la date du début du chantier de renouvellement n'a pas été renseignée dans OREOL.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Remplir la date de début du chantier de démantèlement dans OREOL et créer le parc renouvelé dans OREOL.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage risques
Prescription contrôlée : Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

<ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté des panneaux d'informations à l'entrée des chemins menant aux éoliennes et sur le poste de livraison, comprenant les informations réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Démantèlement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > I.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Chantier de démantèlement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ; - l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ; - la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté durant la visite d'inspection l'avancée du chantier de démantèlement : l'éolienne E4 était démantelée et les pièces stockées temporairement sur les plateformes, en attendant leur découpe et ré-utilisation. Les fondations étaient encore en place, et seront excavées plus tard. L'exploitant a indiqué que les éoliennes E5 et E6 en était au même stade et que le chantier devait se poursuivre par les éoliennes E1, E2 et E3.</p> <p>Pour l'excavation des fondations, l'exploitant a transmis une étude géotechnique de conception en phase avant-projet pour le <i>repowering</i> de Sauveterre I intitulé "Rapport G2AVP". Il est indiqué que les fondations seront entièrement excavées et que le démarrage de la démolition des massifs aura lieu en janvier. Un bureau de contrôle géotechnique fera la réception du fond de fouille.</p> <p>L'exploitant souhaite la conservation des aires de grutage et des chemins d'accès en l'état. Le Groupement Forestier du massif de Nore est propriétaire des parcelles concernées. Le gestionnaire des parcelles Alliance Forêt Bois a donné son accord à l'exploitant.</p> <p>Enfin, il est à noter qu'une mission ATTES éolien a été confiée au bureau d'étude ALP Contrôle (SEREA), qui réalisera un bilan de matière et un contrôle de la démolition du massif, et fournira les</p>

justifications sur le tri des déchets. Une ATTES devrait être délivrée à la fin du chantier de démantèlement. Entretemps, l'exploitant doit fournir au bureau d'étude des photos du chantier et l'ensemble des justificatifs nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Démantèlement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > II.

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets du chantier de démantèlement

Prescription contrôlée :

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Au 1er juillet 2022, au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue par le I, doivent être réutilisés ou recyclés.

Au 1er juillet 2022, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés. Les aérogénérateurs dont le dossier d'autorisation complet est déposé après les dates suivantes ainsi que les aérogénérateurs mis en service après cette même date dans le cadre d'une modification notable d'une installation existante, doivent avoir au minimum :

- après le 1er janvier 2024, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2023, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ;
- après le 1er janvier 2025, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.

Constats :

L'exploitant a transmis le document intitulé "Filières d'évacuation des déchets du démantèlement" qui détaille les opérations de réutilisation et recyclage pour le mat, et les pales, ainsi que les DEEE et les fluides (déchets dangereux).

- Le béton concassé issu des fondations devrait être remployé sur site pour les plateformes de stockage temporaire et la reprise des pistes avec les excédents.
- La ferraille sera évacuée par l'entreprise de terrassement.
- 2 sous-traitants de l'entreprise GENSUN ont été sollicités pour la découpe, l'évacuation et le recyclage pour les pales, le mat et la nacelle :
 - Entreprise G CONSULTING (Réception à Pierrelattes) : Découpe/Evacuation/Recyclage de 6 pales d'éoliennes et fibre des nacelles (sans les composants mécaniques) et des hubs. Ré-utilisation sous forme de mobilier urbain par une seule entreprise. L'exploitant a transmis le mode opératoire qui sera mis en oeuvre.
 - Entreprise DERICHEBOURG (Colomiers) : Découpe/Evacuation/Recyclage de l'acier. Mode opératoire transmis à l'exploitant. L'exploitant a transmis le mode opératoire qui sera mis en œuvre.
- Enfin l'exploitant a évoqué la possibilité de revente de certains composants de l'éolienne E5 (boîte de vitesse, arbre de transmission, etc...) qui pourraient être ré-utilisés par un autre parc éolien.

Le bureau d'étude missionné pour la mission ATTES compilera toutes les ré-utilisations et évacuations de déchets et fournira un bilan matière afin de pouvoir vérifier si les prescriptions de cet article sont respectées. En effet, au moment de la visite d'inspection tout les composants

issus du démantèlement sont stockés temporairement sur site et aucun BSD n'a été émis.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Création des fondations des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Etude géotechnique pour les fondations

Prescription contrôlée :

Le lancement du chantier de construction est subordonné à la réalisation d'une étude géotechnique visant à identifier la nature du sol et définir le type de fondation adaptée pour l'implantation des aérogénérateurs, parmi les types prévus dans le dossier de demande d'autorisation et pour lesquels les impacts ont été analysés dans ce dossier ; cette étude et ses conclusions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis l'étude géotechnique réalisée par ALIOS et datée du 17/09/2025 pour la réalisation des fondations des nouvelles éoliennes. Les caractéristiques techniques permettant l'implantation des éoliennes ont été calculées et détaillées. Un géotechnicien sera présent durant la réception des fonds de fouille et la supervision des travaux de renforcement des sols.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures de préparation et encadrement du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Planification environnementale du chantier de construction

Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise des documents de planification environnementale des travaux dans le cadre de la procédure d'appel d'offres et son suivi de chantier.

Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :

- le contexte environnemental du projet,
- les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues,
- le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle,
- le plan de circulation des engins,
- les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire,
- la sensibilisation, la formation, le contrôle interne.

Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.

Constats :

L'exploitant a fourni le cahier des charges environnemental pour le *repowering* du parc de

<p>Sauveterre. Ce cahier des charges sert de ligne directrice au maître d'ouvrage, il est standard pour l'exploitant pour tous ses chantiers et il a été adapté par le bureau d'étude environnemental Inddigo pour ce site. Le cahier des charges présente les enjeux naturels, les contraintes et le contexte environnemental du projet, ainsi que les cartographies associées. Les prescriptions de l'AP sont rappelées dans ce cahier des charges.</p> <p>Le cahier des charges est aussi annexé à chaque consultation des entreprises. Et chaque entreprise doit fournir son propre plan de management environnemental (PME). Le cahier des charges permet de vérifier la cohérence des PME des entreprises avec la cahier des charges. Enfin, il n'est pas prévu de révision du cahier des charges, mais elle pourrait être mise en place selon l'exploitant.</p> <p>Lors de l'inspection sur site, un accueil sécurité et rappel des consignes environnementales a été réalisé.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un document de management environnemental autre que le cahier des charges, en effet le suivi de la mise en œuvre des mesures de réduction est uniquement réalisé via les compte-rendus de suivi de chantier transmis par le bureau d'étude. Ces suivis de chantier servent pour déterminer les écarts aux prescriptions et la maîtrise d'ouvrage est ensuite chargée de les corriger. Mais l'exploitant ne dispose donc pas d'un document propre de mise en œuvre opérationnelle des mesures de réduction qui permettrait de répondre à la prescription. Ce document opérationnel est nécessaire pour synthétiser les mesures prévues par l'étude d'impact, leur éventuelle adaptation sur site, leur mise en œuvre et leur suivi.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre sous 3 mois à l'inspection des installations classées un document de planification environnementale, à visée opérationnelle sur le chantier.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Suivi du chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2025, article 3.4.8</p>
<p>Thème(s) : Autre, Phase de travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.</p> <p>Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie les solutions appropriées.</p> <p>Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du</p>

chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.

Constats :

L'exploitant a transmis les compte-rendus de visites de chantier réalisées par le BE Inddigo les 08/08, 10/09, 15/10, 29/10, puis toutes les semaines jusqu'au 09/12. Les améliorations possibles des pratiques ainsi que les éventuels écarts aux prescriptions sont consignées dans les comptes rendus de chantier.

Toutefois, il est difficile de suivre les évolutions des comptes rendus, l'évolution des mesures mises en œuvre et les corrections mises en place en cas d'écart.

Les mesures mises en place ont été expliquées par l'exploitant et le bureau d'étude puis constatées sur site, notamment le balisage des zones à enjeux, le marquages des arbres remarquables, les zones de ravitaillement sur rétention. Aucune écart n'a été constaté durant la visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les comptes rendus de visite de chantier doivent gagner en visibilité, et permettre de mieux suivre les évolutions des mesures, les écarts et les corrections mises en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite